

LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique libertaire d'Amiens et d'ailleurs N°10 - Février 2017 - Prix libre

ÉDITO

Chère lectrice, cher lecteur, je te salue. Depuis trois ans, tu me tiens dans tes mains, qu'elles soient potelées, nerveuses, douces, calleuses, poilues, bronzées, tatouées ou en travers du nez d'un bourgeois. Avec appétit, avec sympathie ou alors avec scepticisme, voire dégoût, tu me parcours. Je reste léger, libertaire, et surtout expérimental. Mon logo est magnifique, c'est évident, et ma maquette se bonifie de numéro en numéro. Je participe, avec élégance et encre noire, à un mouvement révolutionnaire qui prône l'abolition du capitalisme, la destruction des classes dominantes, l'autogestion et la solidarité. A ce titre, je te le promets, je ne réaliserai jamais un documentaire intitulé « Merci Député ! », je ne demanderai pas l'exclusion de camarades d'un collectif, pour deux graffitis, et je ne m'en désolidariserai pas en cas de répression, je n'abandonnerai pas la mobilisation sociale parce que mon papa, ma maman ou mes chefs m'ont demandé de cesser l'occupation de la fac, je ne confondrai pas happenings et actions politiques, et je n'irai pas me jeter une bière au milieu d'une action mal fagotée mettant en péril ses participants, alors que j'en suis un des instigateurs, pas plus que je n'irai occuper illégalement un poste de secrétaire syndical parce que le travail c'est vraiment trop dur et parce qu'on est bien mieux derrière un bureau... C'est promis ! Crois-moi, lectrice, lecteur, je me sens parfois bien seul, assailli par la misère politique ambiante, mais la douceur de tes regards réchauffe mon cœur de papier et revigore mon opiniâtreté, pour quelques années encore.

LPLJQNPPDG

LEVEZ-VOUS DU BON PIED AVEC LE POING !

Pour 1 personne : Faites gonfler 40 g. de flocons d'avoine dans le même volume de lait (de vache ou végétal) pendant 30 min. Puis rajoutez 1 œuf et sucrez à votre guise (miel, sucre, sirop d'agave...). Mélangez bien, ajoutez des morceaux de fruits frais ou secs. Faites chauffer un peu de matière grasse dans une crêpière. Versez le mélange et faire cuire à feu moyen 3 min. d'un côté et 1 min. de l'autre.

Version salée : au lieu du sucre, mettez du sel, du poivre, des herbes, des épices, enfin ce que vous voulez et remplacez les fruits par des légumes râpés. Idéal le soir avec une bonne soupe.

Une offensive généralisée du désespoir !

C'est ce que l'on ressent en ce début d'année. Après le cirque électoral, le cirque judiciaire. Cirque toujours dirigé évidemment contre les opprimés, les exploités, contre une classe, laborieuse bien sûr.

Ce mercredi 11 janvier à Amiens, nous avons pu assister de nouveau aux méfaits de la « justice de classe ». Les camarades de Goodyear en ont fait les frais une fois de plus. Il est vrai que ces camarades n'ont pu se prévaloir de phobie administrative comme Thévenoud, ou de négligence comme cette bonne Madame Lagarde. Il est vrai que ces camarades ne font pas partie du sérail des célébrités, comme Balkany, Sarkozy, Cahuzac et j'en passe...

Ce jugement inique montre encore une fois que les syndicalistes et plus généralement tous ceux qui luttent contre l'exploitation, le capitalisme et pour une société fraternelle,

solidaire, sans classe et sans exploiteur, sont dans le viseur de nos chers politicards sociaux libéraux ou libéraux tout court, (mais leurs différences sont de plus en plus ténues et floues).

Il suffit de voir également la répression qui s'est abattue contre une vingtaine de jeunes précaires ou syndicalistes sur la région d'Amiens et plus généralement partout durant la lutte contre la loi « scélérate » dite travail.

Cette répression et criminalisation à l'encontre des militants syndicaux, ne peut que renforcer notre haine de ce système qui veut nous broyer, et doit nous motiver et nous mobiliser encore plus.

Arrêtons de croire aux chimères politiciennes, aux pseudo-candidats antisystèmes (Le Pen, Macron, etc.) qui ne sont que des escrocs. Il nous faut plus que jamais nous battre contre la violence patronale relayée

par les violences policières, contre le racisme et la haine qui veulent diviser notre classe opprimée. Contre cette droite « chrétienne » qui nous autorisera peut-être à faire la manche à la sortie de la messe. Contre tous ceux qui veulent nous imposer un mode de vie inique et obscène.

Plus que jamais nous devons nous unir pour dire « non » à la misère et « oui » à la solidarité, la justice, l'égalité des droits, à une vie choisie et utile, à une planète propre et à un partage équitable des ses richesses.

Camarades de Goodyear, votre combat est le nôtre, comme ceux d'Air France, comme ceux de la Vallée de La Roya, combat de tous les exploités et opprimés. Il nous faut nous organiser, construire notre futur.

Ne baissons pas la tête, luttons toujours plus. Les révolutions ne sont jamais le résultat du désespoir.

Eugène Varlope

PARIS GRAND CAPITAL ou le prélevage au kärcher

Nous avons grandi à Pantin, petite ville de Seine-Saint-Denis, banlieue Nord-Est de Paris, ligne 5 direction Bobigny. Comme toute banlieue qui se respecte, la classe populaire y métisse les bruits et les odeurs.

Seulement depuis dix ans nous nous y sentons moins bien : nos vieilles friches sont accaparées par Hermès, B.N.P. Paribas, Chanel et tout ce p'tit monde veut plus de restaurants branchés et moins de kebabs. Notre canal est prêt à accueillir une marina pour riches parisiens en mal d'exotisme (oui, oui, un port de plaisance alors que nous galérons jusqu'à frauder la R.A.T.P.). Nos colonies de vacances coûtent plus chers, nos H.L.M. sont apparemment bons à vendre, et nous sommes bon.ne.s à aller faire cuire de la semoule un peu plus loin. Tu sais, là-bas, au fond de la ligne du métro ou du R.E.R, là où les trajets pour accéder au travail et à la « culture » sont plus longs, plus chers, bref plus inaccessibles... Parait que c'est ça, la gentrification. Ouais, la G.E.N.T.R.I.F.I.C.A.T.I.O.N, et nous ne l'avons pas vu venir il y a quelques années, quand, enfin, on repapait les trottoirs et les façades de bâtiments que nous nous sommes farcis délabrés pendant plus de vingt-cinq piges.

Et puis nous ne sommes pas les seuls.e.s... Ce sont toutes nos banlieues proches de Paris, nos lieux de

vie, de rencontre, d'échange, de travail, de galère et de joie qui vont y passer dans ce projet du « Grand Paris », telle une gangrène se développant en chassant les pauvres et leurs cultures le plus loin possible de la vue.

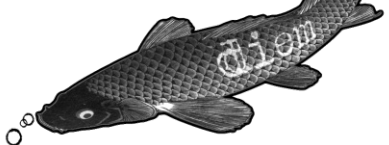
François Lathuillière s'est baladé pendant deux ans dans ces banlieues en plein embourgeoisement, caméra à la main : d'Ivry-sur-Seine à Saint-Denis en passant par Bagnolet et bien d'autres villes. Il a donné la parole aux sans-papiers africain.e.s expulsés.e.s de squats, aux commerçant.e.s qui travaillent à côté des bulldozers prêts, à tout moment, à détruire leurs magasins, aux familles qui préfèrent squater des bâtiments délabrés plutôt que de dormir dehors en attendant le miracle des sacrosaintes structures étatiques, ainsi qu'aux propriétaires retraités.e.s dont la baraque

va bientôt sauter avec eux-elles s'ils-elles ne se dépêchent pas de bouger. Son film, *Paris Grand Capital*, est une balade avec celles et ceux qui subissent la violence de la restructuration urbaine et qui ne sont pas sûres.e.s de finir l'année dans leur quartier.

Paris, mais aussi Marseille, Lyon, Lille, Amiens... Nous ne sommes pas isolés.e.s et la lutte continue car beaucoup résistent ! Pirates de tous bords, la mutinerie est en route !

Pirates des banlieues

Nous contacter :



lepoing.presselibertaire@riseup.net

LE SAVIEZ-VOUS ?

Le tonfa (abréviation de tonfa-dièse) est un instrument de musique de type idiophone, originaire d'Okinawa. Baguettes rigides d'environ soixante centimètres, munies d'une poignée, les premiers tonfas étaient en cèdre.

Il se joue à deux musiciens minimum, selon des règles séculaires rigoureuses : l'incitateur, qui doit faire preuve d'une grande souplesse du poignet, applique d'un geste magistral l'instrument sur le sommet du crâne de l'émetteur. Celui-ci produit alors un long trémolo, émouvant, d'une belle tonalité de fa dièse.

Certaines formations de tonfatières (ou C.R.S.) sont réputées pour la qualité et la virtuosité de leur représentation. Notons que la pratique du tonfa, art urbain par excellence, jouit d'un regain d'intérêt dans plusieurs agglomérations telles que celles de Paris, Nantes, Rennes et Amiens.

On retiendra, pour la postérité, quelques chefs d'orchestre remarquables comme Nicolas S. et Manuel V.

L'évolution des matériaux synthétiques a permis la fabrication d'instruments exploitant pleinement les qualités acoustiques des boîtes crâniennes : la persistance des mélodies en est harmonieusement renforcée.

Attention, le tonfa ne doit pas être confondu avec le shamisen qui est un instrument de torture japonais !

J'ai souvent pensé au lancement d'un lieu collectif d'échange et de création, culturel, politique et indépendant, à Amiens. L'envie était d'autant plus forte à la fin du mouvement social contre la Loi Travail, une fois les bleus estompés et la tension redescendue.

Puis vint l'automne, accompagné d'une rumeur. Le collectif *La Brèche* avait ouvert un tel espace, dans un bâtiment municipal inoccupé depuis des lustres : la Maison Cozette ! Il y était question de projections vidéo et de débats publics, d'ateliers variés, de concerts et surtout de vie en collectif. J'ai sauté dans mes pompes, j'ai foncé et j'ai kiffé !

Mais la réaction de la mairie a été prompte. Alors qu'elle poursuit déjà très durement en justice des camarades ayant lutté contre la Loi Travail, elle a porté plainte contre les occupants de la Maison Cozette, immeuble de plusieurs étages qui est l'objet d'une énième magouille immobilière. Le verdict est tombé rapidement : expulsion !

A l'échelle de la ville, cela fait écho à la « semi-fermeture » pour travaux à durée floue de la Briqueterie. Cet ancien squat culturel, depuis bien longtemps rentré dans le giron municipal, faisait partie des trop rares lieux amiénois plus ou moins alternatifs. Exit la Briquet' ! Et v'là t'y pas que la mairie vient en plus saboter le droit de réunion, le droit d'association en somme, puisqu'elle a décidé fin 2016 de rendre payant l'emprunt des salles municipales jusqu'alors accordé « à titre gracieux » !

Le constat est évident : en plus des remugles d'acide aminé, il y a, à Amiens, des relents d'Orange, de Béziers, d'Hénin-Beaumont...

Mani Tortoli

J'e sais pas vous, mais moi j'aime Amiens. J'aime la ville, ses avenues et les ami.e.s qui la peuplent. Bien sûr, elle reste comme dans beaucoup d'endroits, un territoire aux mains d'une poignée de voutours. Cette caste sclérosée qui s'excite au moindre relent de pouvoir et qui, une fois le Saint-Graal atteint, s'échine à toujours plus nous cadrer et nous gérer, pour mieux permettre à d'autres de nous consommer... Pendant ce temps, nous nous battons contre ce quotidien qu'ils programment, et certains soirs, au fond d'un bar ou sur la butte du parc Saint-Pierre nous nous prenons à rêver. Certain.e.s s'imaginent la rue Saint-Fuscien en proie à une frénésie créatrice sans bornes¹, d'autres fantasment modestement sur la création d'un lieu autogéré d'où s'enracineraient les luttes émancipatrices. Moi, je rêve comme un gamin, je m'invente des histoires d'indien.ne.s qui feraient la nique aux cow-boys. Je m'y vois, sur ma pirogue, traversant les hortillonnages semant la cavalerie, toujours un train de retard... Ça vous dirait pas vous ? Créer un coin, loin des pandores et des caméras, une base arrière sous les frondaisons des hortillonnages, une nouvelle île Libertalia de pirat.e.s. Un lieu où nous cultiverions la terre, la fête, l'espoir et d'où nous lancerions des raids pour piller ce monde qui nous détruit. Certains soirs, ces idées me brûlent avant de s'éteindre, soufflées par le vent froid de la résignation...

Et pourtant, des bastions de ce type s'étendent maintenant partout,

Terre en vue !



gagnent du terrain, s'enracinent dans la terre et dans les cœurs. Qui sait si demain, ils ne viendront pas se prolonger dans les méandres de la Somme... Il y a une contrée, pas si loin, où la ville reculerait presque sous les assauts jubilatoires d'une multitude de jardinier.e.s enragé.e.s venu.e.s replanter sur des friches en plein cœur de l'urbanisme. Depuis maintenant presque six ans, dans le quartier des lentillères², à Dijon, la terre abandonnée est remise en culture par qui en a besoin. Un potager collectif et autogéré (le *Pot'Col'Le*) est là pour celles et ceux voulant jardiner à plusieurs et pour fournir l'étal de la vente de légumes à prix libre. Ici, s'enracinent tubercules, tomates et aubergines, mais aussi résistances de toutes sortes : projections et discussions autour du mouvement social et paysan, soutien

à la Z.A.D. de Notre-Dame-des-Landes, solidarité avec les migrant.e.s... En face, comme souvent dans ce genre de cas, se presse une foule de bureaucrates et autres bétonneurs encravatés qui voudraient bien expulser tout ce beau monde. C'est qu'ils veulent y construire un « éco-quartier » sur ces terres vivrières, c'est-à-dire une espèce de clavier pour semi-bourgeois en mal de campagne et d'idéaux. Bêche à la main, foi de jardinier.e.s, on ne les laissera pas faire !

Alors indien.ne.s et pirat.e.s de tous les quartiers d'Amiens, unissons-nous, la terre est en vue !

Blaireau

1 : Bernoine, " Anarchy in Samara ", in *LE POING* n°4
2 : <https://lentilleres.potager.org/>

Isaac Asimov, écrivain américain (1920-1992), est principalement connu pour les cycles de romans de science-fiction Les Robots et Fondation. Auteur fécond, il publie en 1955 une nouvelle intitulée A voté (transposition de Franchise, qui signifie « droit de vote »). Avec un style d'écriture simple, teinté d'humour, Asimov met en scène un citoyen américain ordinaire amené à jouer un rôle essentiel dans l'élection présidentielle de l'année 2008. L'histoire débute quelques jours avant cet événement et l'axe central de la fiction est le principe de représentativité. En effet, dans cette Amérique virtuelle du début du XXI^e siècle, l'enjeu n'est plus d'élire un président, c'est à dire un représentant choisi par les électeurs, mais de sélectionner un électeur unique représentatif de l'électorat américain. La description du contexte socio-historique imaginaire de ce glissement permet de questionner plusieurs notions liées au vote : celles du rituel électoral et de l'organisation pratique des procédures électorales, celles du sondage, du bien-voter, de la dépossession du choix, et celle de l'intérêt naturel présumé pour la politique. Dans le fond, Asimov nous rappelle que les institutions, comme le vote, ont eu une histoire et que l'Histoire n'est jamais finie. Ainsi, la republication de ce récit, par les Éditions le passager clandestin, est de circonstance : la lecture des quarante pages qui le composent est une saine inspiration, alors que reprend le cirque avarié des compétitions électorales.

Bernoine



AUTRE POING DE VUE : Puissance du salariat de Bernard Friot

Dans son ouvrage intitulé « Puissances du salariat », Bernard Friot développe l'idée selon laquelle la cotisation sociale se trouverait au cœur de la constitution du salariat, en opposant le système anglais dit de « fiscalisation », dans lequel les avantages sociaux, les cotisations sociales et les pensions de retraite sont séparés du salaire (ouvrant ainsi la voie à la patrimonialisation des sommes versées et à la création de fonds de pension, autrement dit, à l'utilisation des prestations sociales comme capital pour la production de plus-value sur des marchés financiers), au système français dit de « salarisation », dans lequel les cotisations sociales et les avantages sociaux sont intégrés au salaire.

Le salaire, composé de deux parties (salaire direct et cotisation sociale), est dit « socialisé » lorsqu'il convertit directement la cotisation sociale en prestations, sans accumulation financière préalable (stock d'épargne) et sans mise en valeur sur les marchés financiers, pour être distribué à un ensemble de salariés, hors ou dans l'emploi. La cotisation sociale est ainsi rapportée au salaire et non à la richesse comme le sont l'impôt et l'épargne. Elle ne « ponctionne alors ni le profit ni la rémunération de la force de travail, deux institutions du capital ». La protection sociale ne se « redistribue pas, elle distribue ». Contrairement à l'idéologie dominante, la cotisation sociale n'est pas une « taxe sur le travail » ni un prélèvement sur le salaire direct pour financer de la solidarité ; elle est un élargissement du champ du salaire.

Au détour d'une histoire sociale de la construction de la protection sociale, Bernard Friot définit le salarié comme un « travailleur collectif » et le salariat comme l'« ensemble de ceux qui participent comme membre du travailleur collectif à la distribution politique du salaire ».

Après l'ordonnance du 4 octobre 1945 créant la sécurité sociale, une seule caisse réunit l'ensemble des assurances sociales existantes, en étant financée par une cotisation interprofessionnelle à taux unique. La collecte des cotisations (allocations familiales, assurance-maladie, retraites et couverture des accidents du travail) ne dépendait ni de l'Etat ni du patronat, mais d'une caisse gérée par les représentants syndicaux. Le taux de cotisation devait, lui aussi, être initialement décidé par les salariés eux-mêmes.

Les prémices de ce régime autogestionnaire n'ont pas fait long feu : le gel des cotisations par les gouvernements successifs, la logique patronale de l'assurance, les régimes complémentaires, l'assistance fiscalisée (R.S.A., le minimum vieillesse...), la C.S.G., les mutuelles obligatoires, etc. mais aussi l'instauration d'un contrôle financier, la mise sous tutelle des caisses déficitaires, la professionnalisation des dirigeants ainsi que l'institution du paritarisme des caisses, ont littéralement cassé le système initialement créé en catégorisant la population « entre ceux qui relèvent de l'assistance fiscalisée et ceux qui relèvent de la cotisation sociale ». Pourtant, nous dit Bernard Friot, la condition d'ouverture des droits n'est pas liée au « marché du travail ».

En effet, à aucun moment Bernard Friot ne fait l'apologie du salariat entendu comme la domination du capitaliste sur le salarié exploité. Le salariat est utilisé par l'auteur comme un concept théorique, renvoyant à la lutte des classes, dont le combat sur la production de la valeur économique passe notamment par sa distribution socialisée. L'approche historique offre une perspective stimulante au lecteur pour penser la question du salariat, qu'il soit d'accord ou non avec les prises de position politiques exprimées ailleurs par son auteur.

Anna